

Communiqué de presse du 11 septembre 2026

Votation cantonale du 27 septembre 2026 – initiative « Baisse d'impôts pour tous »

La vie et la sécurité des femmes valent mieux que des cadeaux fiscaux aux plus aisés : les Femmes socialistes vaudoises appellent à refuser l'initiative des 12%

Le 27 septembre, le corps électoral vaudois se prononce sur l'initiative « Baisse d'impôts pour tous », dite des 12%, qui amputerait les recettes du Canton d'environ 300 millions de francs par an. Les Femmes socialistes vaudoises (FSV) appellent à la refuser. Cette cure d'austérité frapperait en priorité les femmes, à travers trois politiques publiques essentielles à leur autonomie et à leur sécurité.

L'accueil de jour des enfants serait le premier touché. Le Canton en finance une partie soit environ 105 millions de francs par an, le solde étant assuré par les communes, les parents et les employeurs. Une coupe de près de 300 millions dans les caisses de l'État se répercuterait directement sur ce poste, avec deux issues possibles, l'augmentation des tarifs facturés aux familles ou aux communes ou la compression des salaires dans un secteur occupé à 90% par des femmes. C'est sans compter les possibles suppressions de places qui empêcheraient les femmes de retourner dans la vie active. Rappelons que le contexte est déjà largement inégalitaire : les femmes sont payées 15,7% de moins que les hommes, elles représentent deux tiers des bas salaires.

La lutte contre les violences conjugales serait fragilisée. Comme au niveau fédéral (coupes du « million » contre les violences en déc. 2025 puis en août 2026), une baisse de 300 mio menacerait des projets déjà budgétés : le service de piquet pour les victimes (2,1 mio CHF/an dès 2027) et le nouveau refuge de 15 places prévu dès 2029 (1,8 mio CHF/an). Dans le canton, 2,2 femmes sont tuées en moyenne chaque année, et la Suisse accuse un retard reconnu dans ce domaine, le numéro d'urgence 142 n'ayant été introduit que récemment. Les structures existantes sont à bout de souffle : 32 places d'hébergement seulement, à Lausanne et à Morges, occupées à près de 100% ; en 2023, 80 personnes ont été refusées faute de place ; la police est sollicitée quatre fois par jour en moyenne.

Le 11 mai 2026, le Conseil d'État a annoncé un renforcement bienvenu de ces dispositifs, de 6,5 millions de francs par an dès 2027 puis de 9 millions dès 2029, en faveur notamment de l'UMV du CHUV, du CAN Team, d'un nouveau refuge, de logements de transition, des bracelets électroniques et de l'appui policier.

L'école publique, enfin, paierait elle aussi la facture. Le conseiller d'État Frédéric Borloz, en charge du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle, l'a annoncé lui-même : l'initiative reviendrait à supprimer 500 postes d'enseignant-e-s dans son seul département, un constat relayé par la Société pédagogique vaudoise (SPV). Des classes plus chargées, moins de soutien aux élèves, et un secteur très féminisé qui absorberait le choc en premier lieu.

« Les femmes paieraient deux fois cette baisse d'impôts, comme professionnelles des secteurs qui seraient l'objet de coupes et comme bénéficiaires des prestations qui disparaîtraient », relève Muriel Thalmann, députée au Grand conseil. Le Canton a par ailleurs déjà consenti des allègements fiscaux, de 5% en 2026 et de 7% dès 2027, sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter une coupe de cette ampleur.

La vie et la sécurité des femmes valent mieux que des cadeaux fiscaux aux plus aisés. Les Femmes socialistes vaudoises appellent à refuser l'initiative des 12% le 27 septembre.

Laurie Willommet, syndique et co-présidente des Femmes socialistes vaudoises, 079 688 82 42

Muriel Thalmann, députée et membre du Comité directeur des Femmes socialistes suisses, 079 676 18 44